

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 2506

[C — 2006/29080]

9 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles de financement spécifiques des formations continuées dispensées par les établissements d'enseignement supérieur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinancant les universités, notamment l'article 20, alinéa 4;

Vu les lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mai 2006;

Vu la concertation du 18 mai avec les organisations représentatives des étudiants organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'urgence motivée par le fait que le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2006 prévoit un crédit destiné au financement des formations continuées dans les universités, et qu'en vue de permettre l'organisation par les institutions de ces formations continuées dès le début de l'année académique 2006-2007, qu'il convient d'informer le plus tôt possible ces institutions des modalités de ce financement afin de leur permettre d'introduire des demandes dans les formes prévues et de permettre au Gouvernement de sélectionner, dans un délai utile, les projets qui lui seront soumis;

Vu l'avis n° 40.532/2 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires et aux conditions définies par le présent arrêté, des moyens de financement sont accordés aux universités ou aux académies qui organisent des formations continuées au sens de l'article 20 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinancant les universités.

Art. 2. Pour pouvoir être admises au financement, les formations continuées doivent :

1° répondre à au moins un des besoins suivants dans le cadre de la formation et de l'éducation tout au long de la vie :

a) un besoin émergeant nécessitant de nouvelles activités d'apprentissage qui pourront éventuellement par la suite être intégrées dans les cursus sanctionnés par des grades académiques;

b) un besoin impliquant de nouveaux curricula basés sur des activités d'apprentissage existantes mais à organiser de façon différente;

2° respecter les mêmes critères d'organisation de contenu et de qualité que les études menant à un grade académique;

3° permettre l'octroi aux étudiants d'au moins six crédits correspondant aux enseignements suivis avec succès;

4° être organisées en tenant compte des caractéristiques spécifiques du public visé, notamment en terme d'horaires;

5° être approuvées par les autorités académiques compétentes;

6° être organisées en vue soit de rencontrer une mission de service public pour laquelle il n'y a pas de professionnel formé, soit de correspondre à au moins une des priorités suivantes :

a) la formation à l'interculturalité, à la diversité culturelle et à un des cultes reconnus ou à la laïcité;

b) la formation à l'encadrement d'élèves issus de zones défavorisées dans le cadre de la démocratisation de l'accès aux études supérieures;

c) la formation à la dimension de genre;

d) la formation à l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la formation;

e) la formation à la vulgarisation scientifique;

f) la formation au développement durable;

g) la formation concernant les problèmes de société : médiation, violence, harcèlement, assuétudes, discriminations et phénomènes migratoires;

h) la formation à l'esprit d'entreprendre et à la création d'entreprise;

i) la formation à la pratique des langues étrangères.

Art. 3. Seules les activités d'apprentissage organisées spécifiquement pour les formations continuées, soit qu'elles aient été spécialement conçues pour ces formations, soit qu'elles aient été spécialement adaptées à cette fin, sont prises en compte pour le financement.

Art. 4. Une institution universitaire ne peut obtenir le financement d'une formation continuée que si elle apporte la preuve d'autres sources de financement ou si elle joint à sa demande un plan démontrant que, dans les trois ans, les formations pourront être organisées sans le financement prévu par le présent arrêté. Pour les formations visées à l'article 2, 6^o, h) et i), la preuve d'autres sources de financement est requise.

En outre, seules les institutions universitaires qui mettent effectivement en œuvre la valorisation des acquis de l'expérience en vue de l'admission aux études prévues aux articles 53 ou 60, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinancant les universités, peuvent obtenir le financement de leurs formations continuées.

Art. 5. Les demandes de financement d'une formation continuée doivent être introduites par les institutions universitaires auprès du Conseil interuniversitaire de la Communauté française, ci-après le C.I.U.F., qui est chargé de remettre un avis sur ces demandes.

En vue de permettre la vérification des conditions prévues par le présent arrêté, le C.I.U.F. peut établir un modèle de demande.

Pour le 15 juin qui précède l'année académique, après avoir recueilli l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles, le C.I.U.F. rend son avis en établissant une liste reprenant les formations continuées qui, à son estime, satisfont aux conditions.

Dans cette liste, il classe les formations continuées en respectant les critères suivants :

1° les formations continuées organisées de façon interuniversitaire ou dans le cadre d'une convention de collaboration conclue avec une Haute Ecole, un Institut supérieur d'architecture, une Ecole supérieure des Arts ou un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale actifs dans les domaines visés à l'article 2, 6°, sont placées en tête de la liste;

2° les formations continuées sont placées dans l'ordre décroissant de l'intérêt qu'elles représentent au regard des besoins, missions et priorités définis à l'article 2, 1° et 6°.

L'avis indique également, en la motivant, la liste des formations continuées qui, selon le C.I.U.F., ne satisfont pas aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 6. Après avis du C.I.U.F., le Gouvernement répartit, en fonction des critères définis à l'article 5, les moyens disponibles entre les formations continuées qui satisfont aux conditions.

Les subsides sont octroyés annuellement aux institutions universitaires au prorata du nombre de crédits organisés dans les formations continuées admises au financement, en fonction des besoins de financement, sans que le montant par crédit soit inférieur à 1.100 euros.

Art. 7. Une évaluation qualitative et quantitative de la formation continuée organisée accompagne toute demande de renouvellement d'un financement pour une année ultérieure. Aucun renouvellement ne peut être envisagé pour une formation qui n'a pas accordé six crédits à huit étudiants au moins.

Art. 8. A l'issue de l'année académique 2007-2008, le CIUF transmet au Gouvernement un rapport de synthèse de toutes les formations continuées organisées par les institutions universitaires. Le CIUF peut, dans ce cadre, proposer au Gouvernement d'élargir la liste des domaines répertoriés à l'article 2, 6° du présent arrêté à d'autres domaines dans lesquels des initiatives futures de formation continuée répondraient aux besoins tels que définis au 1° du même article.

Art. 9. Par dérogation à l'article 5, alinéa 3, pour l'année académique 2006-2007, l'avis du C.I.U.F. pourra être rendu jusqu'au 12 juillet 2006.

Art. 10. La Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 9 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 2506

[C — 2006/29080]

9 JUNI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de specifieke regels voor de financiering van de voortgezette opleiding verstrekt in de inrichtingen voor hoger onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid op artikel 20, vierde lid;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 mei 2006;

Gelet op het overleg van 18 mei met de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen, overleg ingericht overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voortvloeiend uit het feit dat de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2006 een krediet bestemt voor de financiering van de voortgezette opleidingen in de universiteiten, en dat, om de organisatie van deze voortgezette opleidingen sedert het begin van het academiejaar 2006-2007 mogelijk te maken, deze instellingen zo vroeg mogelijk in kennis moeten worden gesteld van de nadere regels van deze financiering om ze toe te laten aanvragen in te dienen op de bepaalde wijze en om de Regering toe te laten, binnen een nuttige termijn, de projecten te kiezen die haar voorgelegd zullen worden;

Gelet op het advies nr. 40.532/2 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten en mits inachtneming van de voorwaarden bepaald bij dit besluit, zullen geldmiddelen toegekend worden aan de universiteiten of academiën die voortgezette opleidingen in de zin van artikel 20 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inrichten.

Art. 2. Om tot de financiering toegelaten te worden, moeten de voortgezette opleidingen :

1^o beantwoorden aan minstens een van de volgende behoeften in het raam van de opleiding en het onderwijs gedurende het hele leven :

a) een opkomende behoefte die nieuwe leeractiviteiten vergt die later geïntegreerd zullen kunnen worden in de cursussen bekrachtigd door academische graden;

b) een behoefte die nieuwe curricula vergt steunend op bestaande leeractiviteiten waarvan de organisatie vernieuwd moet worden;

2^o dezelfde organisatiecriteria inzake inhoud en kwaliteit in acht nemen als de studies die tot een academische graad leiden;

3^o de toekenning aan studenten toelaten van minstens zes kredieten die overeenkomen met het vruchtbare volgen van lessen;

4^o ingericht worden met inachtneming van de specifieke kenmerken van het doelpubliek, onder andere inzake uurregelingen;

5^o goedgekeurd zijn door de bevoegde academische overheid;

6^o ingericht worden ofwel om een opdracht als openbare dienst te vervullen waarvoor er geen professioneel personeelslid opgeleid werd, ofwel om aan minstens een van de volgende prioriteiten beantwoorden :

a) de opleiding tot interculturaliteit, cultuurdiversiteit en een van de erkende godsdiensten of de lekenpraktijk;

b) de opleiding tot de begeleiding van leerlingen uit benadeelde zones in het kader van de democratisering van de toegang tot hogere studies;

c) de opleiding tot de genderdimensie;

d) de opleiding tot het aanwenden van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën in de opleiding;

e) de opleiding tot de wetenschappelijke vulgarisatie;

f) de opleiding tot duurzame ontwikkeling;

g) de opleiding met betrekking tot maatschappelijke problemen : bemiddeling, geweld, ongewenst gedrag, verslavingen, discriminaties en migratieverschijnsels;

h) opleiding tot de ondernemingsgeest en de oprichting van ondernemingen;

i) de opleiding tot de praktijk van vreemde talen.

Art. 3. Enkel de leeractiviteiten specifiek ingericht voor de voortgezette opleidingen, die ofwel speciaal uitgewerkt werden voor deze opleidingen, ofwel speciaal aangepast te dien einde, worden in aanmerking genomen voor de financiering.

Art. 4. Een universitaire instelling kan enkel de financiering bekomen van een voortgezette opleiding als zij bewijst dat ze andere financieringsbronnen heeft of als zij bij haar aanvraag een plan voegt dat bewijst dat, binnen de drie jaar, de opleidingen zullen kunnen worden georganiseerd zonder de financiering bedoeld bij dit besluit. Voor de opleidingen bedoeld bij artikel 2, 6^o, h) en i), wordt het bewijs van andere financieringsbronnen vereist.

Bovendien, kunnen enkel de universitaire instellingen die effectief de waardering van de verworven ervaring toepassen om tot de studies toegelaten worden die bedoeld zijn bij de artikelen 53 of 60, tweede lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, de financiering van hun voortgezette opleidingen bekomen.

Art. 5. De aanvragen om financiering van een voortgezette opleiding moeten door de universitaire instellingen ingediend worden bij de Interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap, hierna de CIUF (Conseil interuniversitaire de la Communauté française), die belast is met het uitbrengen van een advies over deze aanvragen.

Om het nazicht toe te laten van de voorwaarden vermeld in dit decreet, kan de CIUF een model van aanvraag opstellen.

Voor de 15e juni die voorafgaat aan het academiejaar, na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Raad van de Hogescholen, brengt de CIUF zijn advies uit door het opstellen van een lijst waarin de voortgezette opleidingen die volgens hem aan de voorwaarden hebben voldaan, opgenomen zijn.

In deze lijst worden de voortgezette opleidingen gerangschikt met inachtneming van de volgende criteria :

1^o de voortgezette opleidingen universitair ingericht of ingericht in het raam van een samenwerkingsovereenkomst gesloten met een Hogeschool, een Hoger Instituut voor Architectuur, een Hogere Kunstschool of een inrichting voor hoger onderwijs voor sociale promotie die hun activiteit ontplooiën op de gebieden bedoeld bij artikel 2, 6^o, worden bovenaan op de lijst geplaatst.

2^o de voortgezette opleidingen worden in dalende volgorde op de lijst geplaatst in functie van de wijze waarop ze in de behoeften, opdrachten en prioriteiten bepaald bij artikel 2, 1^o en 6^o voorzien.

Ook vermeldt het met redenen omkleed advies de lijst van de voortgezette opleidingen die, luidens artikel 5, niet aan de voorwaarden bepaald bij dit besluit voldoen.

Art. 6. Na het advies van de CIUF te hebben ingewonnen, verdeelt de Regering, in functie van de criteria bepaald bij artikel 5, de beschikbare middelen over de voortgezette opleidingen die de voorwaarden in acht nemen.

De subsidies worden jaarlijks toegekend aan de universitaire instellingen naar verhouding van het aantal kredieten georganiseerd in de voortgezette opleidingen die tot de financiering toegelaten worden, in functie van de behoeften aan financiering, zonder dat het bedrag per krediet lager mag zijn dan 1.100 euro.

Art. 7. Elke aanvraag tot vernieuwing van een financiering voor een later jaar gaat vergezeld van een kwalitatieve en kwantitatieve evaluatie van de ingericht voortgezette opleiding. Er kan geen vernieuwing in aanmerking worden genomen voor een opleiding die niet minstens zes kredieten aan acht studenten heeft toegekend.

Art. 8. Op het einde van het academiejaar 2007-2008, zendt de CIUF aan de Regering een syntheseverslag over alle voortgezette opleidingen ingericht door de universitaire instellingen over. De CIUF kan, in dit kader, aan de Regering voorstellen de lijst van de gebieden opgesomd in artikel 2, 6°, van dit besluit te uitbreiden tot andere gebieden waarin latere initiatieven inzake voortgezette opleiding in behoeften zouden voorzien zoals bepaald in 1° van hetzelfde artikel.

Art. 9. In afwijking van artikel 5, derde lid, voor het academiejaar 2006-2007, kan het advies van de CIUF tot 12 juli 2006 ingediend worden.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 2507 (2005 — 2305)

[C - 2006/29081]

20 JUILLET 2005. — Décret modifiant le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 14 septembre 2005, à la page 40021, à l'article 4, il y a lieu de scinder le § 1^{er} de l'article 7 en 2 alinéas, comme suit :

Article 7. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé les organisations dont les activités se rattachent à la Communauté française, dont le siège social est établi sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui respectent au moins cinq des six conditions suivantes :

- 1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° avoir un objet social et une activité réelle qui consistent au moins à représenter une discipline ou catégorie professionnelle du secteur concerné;
- 3° avoir un fonctionnement offrant des garanties en matière de démocratie interne;
- 4° faire preuve d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent;
- 5° être constitué depuis au moins trois ans;
- 6° disposer en suffisance des moyens humains et matériels permettant d'assurer son objet social et de garantir sa représentativité.

Seules les organisations qui respectent les principes de la démocratie mentionnés à l'article 2 et dont aucun administrateur n'est membre d'une organisation qui ne respecte pas ces principes peuvent demander et garder le bénéfice d'une agrégation.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 2507 (2005 — 2305)

[C - 2006/29081]

20 JULI 2005. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 14 september 2005, op pagina 40023, in artikel 4, dient de eerste paragraaf van artikel 7 in twee leden gesplitst te worden als volgt :

« Artikel 7. § 1. De Regering erkent de organisaties waarvan de activiteiten betrekking hebben op de Franse Gemeenschap, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die minstens vijf van de hieronder vernoemde condities vervullen :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° een maatschappelijk doel en een reële activiteit hebben die minstens één professionele tak of categorie van de betrokken sector vertegenwoordigen;
- 3° een organisatie hebben die garanties biedt inzake interne democratie;
- 4° Een duurzame activiteit uitoefenen, zowel in het verleden als tegenwoordig;
- 5° Sinds minstens drie jaar opgericht zijn;
- 6° Over voldoende personeel en materiaal beschikken die toelaten zijn maatschappelijk doel te bereiken en zijn representativiteit te garanderen.

Enkel de organisaties die de in artikel 2 vernoemde democratische principes naleven en waarvan geen enkele beheerder lid is van een organisatie die deze principes niet naleeft, kunnen een erkenning aanvragen en blijven genieten. »